

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VERMEERSCH.

MESSIEURS,

Toutes les sections ont admis le budget des Affaires Économiques; mais au cours de l'examen qui en a été fait, des éclaircissements ont été demandés par les uns, et des réserves quant à l'importance de certaines dépenses ont été faites par d'autres.

Avant de répondre aux diverses questions qui ont été posées, il y a lieu de signaler les modifications qui ont été apportées au budget primitif depuis son adoption par les Commissions.

Les dépenses ordinaires étaient inscrites au budget primitif pour une somme de 3,540,460 francs et par les amendements elles sont réduites à 2,121,365 francs.

(1) Budget, n° 24^{xiv}.

Amendements, n°s 178 et 253.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

- 1) Les membres de la *Commission permanente des Dommages de guerre et des Régions dévastées* : MM. Mechelynck, président, Baels, Buisset, Buyl, Carlier, Catteeuw, Claes, Colaert, Debunne, Dierkens, Galopin, Goetgebuer, Lamborelle, Pèriquet, Rubbens et Vermeersch.
- 2) *Six membres désignés par les Sections* : MM. Hubin, Rubbens, Forthomme, Van Ackere, Van Walleggem et Galopin.

Cette réduction des dépenses de plus d'un million ne provient guère de l'instauration de certaines économies, mais simplement du transfert de certains services à d'autres départements ministériels avec le transfert corrélatif des dépenses y relatives.

C'est ainsi que la diminution du personnel amène une réduction de 481,220 francs au crédit prévu à l'article 2.

La Section centrale après avoir examiné les divers amendements présentés par le Gouvernement déclare pouvoir s'y rallier et en propose l'adoption par la Chambre.

Nous passons maintenant à l'examen du budget par les diverses commissions et aux questions, qui, à cette occasion, ont été soulevées; les questions présentent parfois un caractère général intéressant au même titre tous les Départements ministériels.

Aussi l'on s'est demandé s'il ne conviendrait pas d'unifier certains services communs à tous les Ministères, tels que ceux des achats de charbons, de papier; de même si l'on ne pourrait pas créer une bibliothèque unique pour tous les Ministères.

Si la Commission a estimé que l'unification des services administratifs pouvait être conforme aux intérêts du Trésor, elle n'est guère favorable à la création de la bibliothèque centrale.

Un choix judicieux et contrôlé devrait cependant présider aux acquisitions de livres qui s'accumulent dans les divers Départements et dont la lecture et partant l'utilité est des plus problématique.

Les questions d'un ordre général pourraient être utilement soumises à la Commission de la Réforme administrative.

Le besoin de réformes est commun à tous les pays; et même en Amérique des mesures énergiques ont été prises à l'initiative de M. Daves et elles donnent des résultats sérieux. Elles visent surtout le contrôle des services administratifs et leur unification.

On a examiné accessoirement aussi la création d'un timbre officiel pour l'affranchissement des correspondances ministérielles à l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays. C'est un instrument de contrôle surtout utile, paraît-il, pour les télégrammes, car il semble que le service télégraphique est absorbé dans la proportion de soixante pour cent par les télégrammes officiels.

Le Ministère des Affaires Économiques étant un organisme neuf, né des besoins d'après guerre, on s'est demandé si ce Ministère n'avait pas repris certains services existant avant la guerre et dans quelles conditions.

Un seul service, paraît-il, se trouve actuellement dans ce cas, c'est l'Office des Métiers et Négoces, qui a été transféré du Ministère de l'Industrie et du Travail par l'arrêté royal du 31 décembre 1921.

Le budget de 1914 (Ministère de l'Industrie et du Travail) prévoyait pour cet Office les crédits ci-après :

Art. 18. 16,000 francs, statistiques, missions, impressions, publications, etc.

Art. 19. 75,000 » cours de perfectionnement pour petits patrons, etc.

Art. 20. 40,000 » encouragements pour l'amélioration de l'outillage, etc.

Art. 21. 8,000 » Conseil supérieur des métiers et négoces.

Total. 139,000 francs.

Au projet de budget de 1922 les prévisions sont les suivantes :

Art. 8	nouveau,	90,000	francs, cours et conférences de perfectionnement professionnel, etc.
Art. 9	»	50,000	» apprentissage : subsides, bourses, primes.
Art. 10	»	7,000	» associations : diffusion de l'esprit de l'association économique et professionnelle, etc.
Art. 11	»	30,000	» petit outillage : expériences et renseignements, etc.
Art. 12	»	20,600	» impressions, publications, subsides à l'Institut international des classes moyennes.
Art. 13	»	20,000	» frais de route et de séjour pour inspection et propagande.
Art. 14	»	12,000	» Conseil supérieur des métiers et négoce, rémunération des sociétaires, jetons de présence.

Total . . . 229,000

Ces articles nouveaux remplacent ceux n° 20 à 24 du projet de budget du Ministère de l'Industrie et du Travail et s'élevant à 180,500 francs, d'où augmentation de 48,500, qui est sollicitée par amendement.

Le personnel de cet Office comprend : 1 directeur général, 2 sous-directeurs, 2 inspecteurs, 1 chef de bureau, 2 rédacteurs, 1 huissier, 1 garçon de bureau.

Voici les diverses demandes de renseignements avec les réponses respectives :

I. Cumul de traitement et d'indemnités.

La mention figurant au budget a pour but d'autoriser la rétribution des services rendus au pays par les magistrats qui, sans abandonner leur fonction principale, prêtent au Gouvernement le concours de leur science et de leur activité dans la défense des intérêts généraux devant les tribunaux arbitraux mixtes.

En fait, le système adopté a pour conséquence de faire réaliser au Trésor une sérieuse économie. A défaut de pouvoir y concourir, il faudrait, ou bien remplacer les magistrats dont il s'agit dans leurs fonctions principales, ou bien faire appel à des juristes n'appartenant pas à la magistrature. Dans l'un comme dans l'autre cas, la charge serait plus lourde pour le Trésor.

II. Crédit prévu pour la Bibliothèque.

Lors du transfert de l'Office des études et de la documentation économique au Ministère des Affaires Étrangères (A. R. du 31 décembre 1921), la ventilation du crédit de 75,000 francs destiné à couvrir non seulement les frais de la Bibliothèque, mais encore ceux de la publication du Bulletin de documentation économique, a été fixée comme suit :

Aux Affaires Économiques : 15,000 francs.

Aux Affaires Étrangères : 40,000 francs pour le Bulletin, 20,000 francs pour la Bibliothèque.

Il appartient à M. le Ministre des Affaires Étrangères de rechercher si, le cas échéant, la partie de ce crédit attribuée aux services de son Département ne forme pas double emploi avec d'autres crédits qui seraient déjà inscrits à son budget.

Dans le projet de budget il est proposé *de porter ce crédit de 15,000 francs à 25,000 francs, ce que la Commission ne juge pas nécessaire*. Pour certains achats, il doit y avoir double emploi avec ceux qui sont faits par le Ministère du Travail et de l'Industrie.

D'après les explications complémentaires, la majoration de dix mille francs sollicitée doit servir à couvrir un abonnement à l'agence télégraphique *Belga*, à la suite d'une décision du Conseil des Ministres.

III. Bulletin de documentation économique.

Il est exacte que le Service chargé de la rédaction et de la publication de ce Bulletin a été transféré au Ministère des Affaires Étrangères.

IV. Service des Poids et Mesures.

Toutes les dépenses visées à ce chapitre incombent depuis le 1^{er} janvier 1922 (A. R. du 31 décembre 1921.) au Ministère de l'Industrie et du Travail.

V. Engagement et licenciement du personnel temporaire.

Les engagements ont lieu à titre précaire.

Les lettres d'engagement portent :

1° Qu'en cas d'insuffisance ou d'inaptitude dûment constatée pendant les deux premiers mois de service, les agents peuvent être remerciés moyennant un préavis de *huit jours*.

2° Qu'après ces deux mois, le préavis obligatoire est *d'un mois*.

VI. Comité juridique permanent.

Ce comité se compose de :

1° M. le Sénateur Dejace, Recteur de l'Université de Liège ;

2° M. Corbiau, professeur de droit à l'Université de Louvain ;

3° M. Marcq, professeur de droit à l'Université de Bruxelles.

Le Secrétaire Général du Département en est membre de droit.

Le Comité juridique s'occupe des nombreuses questions de droit administratif et civil que soulève la gestion d'un Département qui ne peut pas encore avoir de jurisprudence établie ni des fonctionnaires formés par la routine à la solution des cas difficiles qui se présentent.

VII. Études et missions à confier à des personnes étrangères au Département.

En 1921, il a été imputé sur ce crédit 5,000 francs.

1° Une indemnité de 1,600 francs allouée à un fonctionnaire du Ministère des Travaux Publics pour rétribuer une analyse quotidienne de la presse, pour tout ce qui intéresse le fonctionnement du Département ;

2° Une somme de 500 francs au profit du Comité Electro-technique pour études effectuées pour compte de l'Office des recherches industrielles aujourd'hui transféré au Ministère de l'Industrie et du Travail;

3° Une somme de 1,966 francs, au profit d'un ouvrier imprimeur chargé pour le compte du Département de la correction des épreuves du *Recueil des Brevets* d'invention et marques de fabrique.

A la suite des transferts d'attributions récemment réalisés, ce crédit peut être réduit à 2,000 francs pour l'exercice 1922. Sur ce crédit de 2.000 francs il est prévu comme imputation 1,600 francs pour l'analyse de la presse. Il reste disponible 400 francs pour l'éventualité où le Département devrait avoir recours à un spécialiste étranger à l'administration.

Dépenses exceptionnelles.

ART. 22. Office Belge de vérification et de compensation. Cet article ayant donné lieu à des demandes d'explications de la part de toutes les sections. Il a paru nécessaire d'y répondre par une étude plus complète de cet organisme, de son activité et des résultats qu'il a produit.

Note relative au fonctionnement et à l'activité de l'Office Belge de Vérification et de Compensation.

I. — Personnel.

Le personnel actuel de l'Office Belge de Vérification et de Compensation comprend 120 agents (113 à Bruxelles et 7 à la Délégation de Berlin).

Ce personnel est rétribué d'après les bases fixées par l'arrêté royal du 18 février 1921 portant unification des barèmes de traitement applicable à toutes les administrations centrales. Aux divers degrés de la hiérarchie qu'il a fallu improviser, les rétributions allouées ont été déterminées d'après les aptitudes et les services rendus.

Le cadre ainsi constitué est essentiellement temporaire. A part le Directeur de l'Office, le chef-comptable et un sous-chef de bureau, qui ont dû être détachés des services auxquels ils appartenaient et qui font partie du cadre permanent des fonctionnaires de l'État, tous les agents de l'Office ont été engagés à titre précaire. Leur lettre d'engagement stipule en faveur de l'État le droit de les remercier moyennant un préavis d'un mois.

II. — Fonctionnement

Les attributions de l'Office Belge de Vérification et de Compensation sont définies par l'article 296 du Traité de Versailles, que la loi belge du 15 septembre 1919 a approuvé.

La complexité de ses attributions, autant que l'importance du rôle qui lui est dévolu dans l'exécution des clauses économiques, non seulement du Traité de Versailles, mais aussi de tous les autres Traités de Paix à la conclusion desquels a participé la Belgique, ont démontré la nécessité de la création d'un Conseil de

Direction, consacrée par l'arrêté royal du 5 décembre 1919 pour « administrer » l'Office.

Ce conseil étudie et solutionne toutes les affaires litigieuses qui lui sont soumises par le Directeur de l'Office, surveille la gestion de ce dernier et propose au Ministre, les directives jugées nécessaires pour la défense et la sauvegarde des intérêts dont il est question aux articles 295 et 297 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres Traités.

Le Conseil de direction est composé du Secrétaire Général du Ministère des Affaires Économiques, Président, du Directeur Général de l'enregistrement et des domaines, d'un Inspecteur Général de l'Administration de la Trésorerie, d'un Inspecteur Général à la Banque Nationale de Belgique et du Directeur de l'Office des Questions Financières et du Contentieux, aujourd'hui supprimé (voir arrêté royal du 6 décembre 1919).

Cette organisation, est analogue à celle que la France a adoptée. Le décret du 30 décembre 1919, créant l'Office des biens et intérêts privés, dispose, en effet, en son article 3, que le dit office est géré par un Directeur, sous l'autorité du Ministre des Affaires Étrangères, et sous le contrôle d'un Conseil de direction dont la composition se rapproche beaucoup de celle du Conseil de l'Office Belge.

L'Office comporte :

- a) Un service des créances belges (Allemagne).
- b) Un service des dettes belges (Allemagne).
- c) Un service des séquestres (Allemagne),
- d) Un service des dettes et créances belges sur la Bulgarie, l'Autriche, la Hongrie et la Turquie.
- e) Un service général de comptabilité et de caisse.

Il est représenté à Berlin, auprès de l'Office central de Compensation allemand, par un délégué, conformément à la prescription du § 12 de l'annexe de l'article 296 du Traité de Versailles.

III Résultats obtenus.

1° L'Office a eu à examiner, depuis sa création jusqu'au 31 décembre 1921, 21,731 dossiers de créances belges pour 430,295,400 francs ;

2° 58,502 dossiers de dettes belges pour 121,462,656 francs.

Pendant la même période, l'Office a liquidé et payé aux créanciers belges 4,435 créances reconnues pour 74,595,902 francs — et a recouvré sur les débiteurs belges un ensemble de 2,018,737 francs — de dettes. Il a en outre entamé des pourparlers avec l'Office allemand pour amener le règlement de près de 15,000 créances belges contestées par les débiteurs allemands ou par l'Office allemand. Ces pourparlers se poursuivent et, mensuellement, un certain nombre d'affaires litigieuses sont apurées.

IV. Utilisation du personnel.

L'Office de Compensation français, qui a à traiter un nombre d'affaires à peu près deux fois supérieur à celui de l'Office belge, utilise près de 700 employés à Paris et une trentaine à Berlin, alors que l'Office belge fait face à sa tâche avec 115 employés à Bruxelles et 5 employés à Berlin.

V. Temps que vivra l'Office.

La période de grande activité de l'Office s'étendra encore sur une période de deux ans environ. Trois autres années seront ensuite nécessaires pour apurer toute la série des affaires restées en litige et soumises au Tribunal arbitral mixte, ainsi que pour liquider l'Office dans ses rapports avec l'Allemagne.

VI. Dépenses de matériel.

Le crédit de 234,000 francs prévu à l'article 23 du projet de budget est destiné à faire face aux dépenses entraînées par :

- 1° Les fournitures de bureau d'usage courant, d'imprimés et circulaires, de divers articles ;
- 2° L'achat de trois machines à écrire ;
- 3° La location et l'entretien de l'immeuble occupé par l'Office ;
- 4° Les frais de chauffage et d'éclairage ;
- 5° L'achat de mobilier, les installations téléphoniques, la publicité.
- 6° Les frais de bureau du délégué à Berlin ;
- 7° Quelques imprévus.

VII. Indemnités de séjour à l'étranger.

Les délégués des autres Offices alliés à Berlin reçoivent des traitements et des frais de représentation bien plus élevés.

VIII. Remarque générale au sujet des frais de fonctionnement de l'Office.

Si des crédits ont été inscrits au budget du Ministère des Affaires économiques pour permettre l'imputation des dépenses de l'Office, c'est uniquement par le désir d'observer la règle de l'universalité en matière budgétaire consacrée par l'article 115 de la Constitution, au vœu duquel toutes les recettes et dépenses doivent être portées au budget et dans les comptes. Ces crédits trouvant leur contre-partie au budget des voies et moyens. Il s'agit, en réalité, d'un simple compte d'ordre.

Tous les frais qu'entraîne le fonctionnement de l'Office sont, en effet, couverts conformément aux dispositions du § 9 de l'annexe à la Section III de la partie X du Traité de Versailles, par application desquelles est intervenu l'Arrêté Royal du 30 novembre 1920. En vertu de cet arrêté l'Office retient à ses clients, *lors du paiement de leurs créances une commission (droit de recouvrement) du 6 p. c., destinée précisément à couvrir les frais et risques financiers de l'Office.*

Les frais de l'Office depuis sa création (5 décembre 1919) ajoutés aux prévisions de dépenses pour l'exercice 1922 forment un total de 2 1/2 millions de francs environ, alors que les Commissions (droit de recouvrement) perçues par l'Office et destinées à couvrir ces frais s'élevaient déjà, à fin février 1922, à plus de cinq millions de francs.

Les frais de fonctionnement pourront au surplus, être fortement réduits dès la fin de l'année prochaine.

Le total des droits de recouvrement que l'Office aura à percevoir sur l'ensemble de ses opérations atteindra très probablement 18 millions de francs, tandis que l'ensemble des frais et risques que l'Office aura au cours de toute son existence n'atteindra pas, il faut l'espérer, ce chiffre.

Le Rapporteur,
O. VERMEERSCH.

Le Président,
A. MECHELYNCK.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MEI 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERMEERSCH.

MIJNE HEEREN,

Al de Afdeelingen hebben de begrooting der Economische Zaken aangenomen; doch in den loop van het onderzoek, dat daarvan gedaan werd, hebben sommige leden enkele inlichtingen gevraagd en maakten andere voorbehoudingen aangaande het beloop van enkele uitgaven.

Alvorens te antwoorden op de verscheidene gestelde vragen, dient men te wijzen op de wijzigingen die in de oorspronkelijke begrooting werden gebracht sedert zij door de Afdeelingen aangenomen was geworden.

De gewone uitgaven kwamen in de oorspronkelijke begrooting voor tot een bedrag van 3,540,460 frank; door de amendementen zijn zij verminderd tot 2,121,365 frank.

Deze vermindering der uitgaven met meer dan een millioen is het gevolg niet van bezuinigingen, doch enkel van het overbrengen van sommige diensten naar andere ministerieele departementen, wat tevens het overdragen der desbetreffende uitgaven medebrengt.

Zoo geeft de vermindering van het personeel aanleiding tot eene vermindering van 481,220 frank op het crediet uitgetrokken in artikel 2.

De Middenafdeeling, na de verscheidene amendementen van de Regeering

(1) Begrooting, n^o 24^{XIV}.

Amendementen, n^o 178 en 253.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Oorlogsschade en de Verwoeste Streken* : de heeren Mechelynck, voorzitter, Baels, Buisset, Buyl, Carlier, Catteeuw, Claes, Colaert, Debunne, Dierkens, Galopin, Goetgebuer, Lamborelle, Pèriquet, Rubbens en Vermeersch.

2) *Zes leden benoemd door de Afdeelingen* : de heeren Hubin, Rubbens, Forthomme, Van Ackere, Van Wallegem en Galopin.

te hebben onderzocht, verklaart zich daarmee te vereenigen en stelt aan de Kamer voor, ze aan te nemen.

Thans gaan wij over tot het onderzoek van de begrooting door de verscheidene Afdelingen en tot de vraagstukken die naar aanleiding daarvan te berde werden gebracht; die vraagstukken zijn soms van algemeenen aard en zijn in gelijke mate van belang voor al de Ministerieele Departementen.

Zóó werd de vraag gesteld, of het niet behoorde, sommige diensten, die in al de Ministeriën bestaan, te vereenigen tot ééne dienst, bij voorbeeld de diensten tot aankoop van kolen, van papier; evenzoo werd de vraag gesteld of men niet ééne en dezelfde bibliotheek zou kunnen oprichten voor al de Ministeriën.

Was de Commissie van meening dat het brengen van eenheid in de bestuursdiensten kan voordeelig zijn voor de Schatkist, dan is zij weinig gunstig gestemd voor het oprichten van eene centrale bibliotheek.

De boeken, die worden opeengestapeld in de verscheidene Departementen, wellicht weinig gelezen worden en bijgevolg weinig nut opleveren, zouden moeten aangekocht worden op oordeelkundige wijze en mits contróle.

De vraagstukken van algemeenen aard zouden met eenig nut kunnen voorgelegd worden aan de Commissie voor de Hervorming van het Bestuur.

De behoefte aan hervormingen doet zich in al de landen voor, en zelfs in Amerika werden krachtige maatregelen getroffen op voorstel van den heer Daves; zij leveren goede uitslagen op. Zij bedoelen vooral de contróle der bestuursdiensten en het brengen van eenheid in die diensten.

In bijkomende orde onderzocht men ook het uitgeven van een officieel zegel tot frankering van de ministerieele briefwisseling, zooals in andere landen geschiedt. Dat is een middel van contróle, vooral nuttig, naar het schijnt, voor de telegrammen; het schijnt inderdaad dat de telegraafdienst tot zestig ten honderd in beslag genomen wordt door de officieele telegrammen.

Daar het Ministerie van Economische Zaken een nieuwe instelling is, ontstaan uit de behoeften van na den oorlog, werd er gevraagd of dit Ministerie niet enkele diensten van vóór den oorlog heeft overgenomen en onder welke voorwaarden die overneming geschiedde.

Naar het schijnt, is dit thans het geval met slechts ééne dienst, namelijk met den Dienst van Ambachten en Neringen, die van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid werd overgebracht bij Koninklijk besluit van 31 December 1924.

In de begrooting voor 1914 (Ministerie van Nijverheid en Arbeid) waren voor dien dienst de navolgende credieten voorzien :

Art. 18. 16,000 frank, statistieken, zendingen, drukwerk, tijdschriften, enz.

Art. 19. 75,000 » leergang tot volmaking voor kleine patroons, enz.

Art. 20. 40,000 » toelagen voor de verbetering der ambachtswerktuigen, enz.

Art. 21. 8,000 » Hooge Raad van Ambachten en Neringen.

Te zamen 139,000 frank.

In het ontwerp van begroting voor 1922 zijn voorzien :

Art. 8 nieuw, 90,000 frank, leergangen en voordrachten voor beroeps-
volmaking, enz.

Art. 9 » 50,000 » leerlingwezen : toelagen, beurzen, premien.

Art. 10 » 7,000 » vereenigingen : verspreiding van den geest
van vereeniging op economisch gebied en
op beroepsgebied, enz.

Art. 11 » 50,000 » ambachtswerktuigen : proefnemingen en
inlichtingen, enz.

Art. 12 » 20,000 » drukwerk, schriften, toelagen aan het Inter-
nationaal Middenstandsintituut.

Art. 13 » 20,000 » reis- en verblijfkosten voor inspectie en
propagande.

Art. 14 » 12,000 » Hooge Raad van Ambachten en Neringen,
bezoldiging der secretarissen, zitpen-
ningen.

Te zamen. 229,000 frank.

Deze nieuwe artikelen komen in de plaats van de artikelen 20 tot 24 van het ontwerp van begroting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, bedragende 180,500 frank; er is dus eene vermeerdering van 48,500 frank, welke bij amendement wordt aangevraagd.

Tot het personeel van dien Dienst behooren : 1 algemeen bestuurder, 2 onderbestuurders, 2 opzieners, 1 bureeloverste, 2 opstellers, 1 deurwaarder, 1 loopjongen.

Ziehier de verscheidene vragen om inlichtingen met de desbetreffende antwoorden :

I. Samenvoeging van jaarwedde en vergoedingen.

De melding, in de begroting voorkomende, heeft ten doel, de bezoldiging toe te laten van de diensten aan het land bewezen, door de magistraten die, zonder af te zien van hun hoofdamt, hunne wetenschap en hunne bedrijvigheid ten dienste van de Regeering stellen bij het verdedigen van de algemeene belangen voor de gemengde scheidsrechtbanken.

Feitelijk maakt de Schatkist eene aanzienlijke bezuiniging dank zij het aangenomen stelsel. Mocht dit stelsel niet toegepast worden, dan zou men ofwel bedoelde magistraten in hun hoofdamt moeten vervangen ofwel rechtsgeleerden buiten de magistratuur moeten aanwerven. In beide gevallen zou de Schatkist een zwaarder last te dragen hebben.

II. Crediet voor de Bibliotheek.

Bij het overbrengen van den Dienst der Economische Studiën en Documentatie naar het Ministerie van Buitenlandse Zaken (K. B. 31 December 1921) werd het crediet van 75,000 frank tot bestrijding niet alleen van

de kosten der Bibliotheek, doch ook van die der uitgave van het *Bulletin de Documentation économique*, verdeeld als volgt :

Economische Zaken : 15,000 frank ;

Buitenlandsche Zaken : 40,000 frank voor het *Bulletin*, 20,000 frank voor de Bibliotheek.

Aan den Minister van Buitenlandsche Zaken behoort het, na te gaan of, bij voorkomend geval, het gedeelte van dit crediet, toegekend aan de diensten van zijn Departement, niet begrepen is in andere credieten, op zijne begrooting reeds uitgetrokken.

In het ontwerp van begrooting wordt voorgesteld *dit crediet te verhoogen van 15,000 frank tot 25,000 frank ; de Commissie acht dit niet noodzakelijk*. Voor sommige aankopen moet er eene dubbele uitgave zijn : eene in het Ministerie van Economische Zaken, een andere in het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

Volgens de aanvullende uitleggingen moet de aangevraagde verhooging van tien duizend frank dienen om de kosten van een abonnement bij het telegraafagentschap *Belga* te betalen ten gevolge van eene beslissing van den Ministerraad.

III. « Bulletin de documentation économique ».

De Dienst, belast met het opstellen en uitgeven van dit « Bulletin », werd inderdaad naar het Ministerie van Buitenlandsche Zaken overgebracht.

IV. Dienst der Maten en Gewichten.

Al de in dit hoofdstuk voorziene uitgaven vallen, sedert 1 Januari 1922 (Koninklijk besluit van 31 December 1921), ten laste van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

V. Werving en afdanking van het tijdelijk personeel.

De beambten worden slechts tijdelijk aangenomen.

De brieven tot aanneming bepalen :

1° Dat de beambten, wanneer het gedurende de eerste twee maanden dienst behoorlijk bewezen is dat zij niet voldoen ofwel onbekwaam zijn, kunnen afgedankt worden mits opzegging *acht dagen te voren* ;

2° Dat, na deze twee maanden, de verplichte opzegging *ééne maand vooraf* moet geschieden.

VI. Bestendig Rechtscomiteit.

Dit Comiteit bestaat uit :

1° Senator Dejace, Rector van de Universiteit te Luik ;

2° Den heer Corbiau, professor in de rechten aan de Hoogeschool te Leuven ;

3° Den heer Marcq, professor in de rechten aan de Hoogeschool te Brussel.

De Secretaris-generaal van het Departement is van rechtswege lid van dit Comiteit.

Het rechtscomiteit houdt zich bezig met de talrijke vraagstukken van

administratief en burgerlijk recht, die zich voordoen naar aanleiding van het beheer van een Departement, dat noch een vaststaande rechtspraak hebben kan, noch beschikt over ambtenaren, door ervaring bekwaam om de moeilijke gevallen op te lossen, welke zich voordoen.

VII. Studiën en zendingen toe te vertrouwen aan personen buiten het Departement.

In 1921 werd eene som van 5,000 frank op dit crediet aangerekend:

1^o Eene vergoeding van 1,600 frank, aan een ambtenaar van het Ministerie van Openbare Werken verleend tot bezoldiging van eene dagelijksche ontleding der dagbladen voor al wat de werking van het Departement aanbelangt;

2^o Eene som van 500 frank ten bate van het Electro-technisch Comité wegens studiën voor den Dienst van Opsporingen op nijverheidsgebied, thans behorende tot het Ministerie van Nijverheid en Arbeid;

3^o Eene som van 1,966 frank ten bate van een drukkersgast, voor rekening van het Departement belast met het lezen van de drukproeven der Verzameling van Uitvindingsbrevetten en Fabrieksmerken.

Ten gevolge van de onlangs gebrachte wijzigingen in de bevoegdheden, kan dit crediet vermeerderd worden tot 2,000 frank voor het dienstjaar 1922. Van dit crediet van 2,000 frank is er 1,600 frank voorzien om de dagbladen te ontleden. Er blijft beschikbaar eene som van 400 frank voor het geval dat het Departement een vakman, niet behorende tot het Bestuur, zou moeten aan 'twerk stellen.

Uitzonderlijke uitgaven.

ART. 22. — Belgische Afrekeningsdienst. Dit artikel gaf, in al de Afdelingen, aanleiding tot vragen om inlichting; het kwam dus noodzakelijk voor, daarop te antwoorden door eene meer volledige studie betreffende dien dienst, zijne bedrijvigheid en de daardoor geleverde uitslagen.

Nota betreffende de werking en de bedrijvigheid van den Belgischen Afrekeningsdienst.

I. Personeel.

Tot den Belgischen Afrekeningsdienst behoort thans een personeel van 120 beambten (115 te Brussel en 5 bij de Afvaardiging te Berlijn).

Dit personeel wordt bezoldigd naar de grondslagen bepaald bij Koninklijk besluit van 18 Februari 1921, dat eenheid brengt in de wederoosters, van toepassing op al de hoofdbesturen. Voor de verschillende graden in de ambten welke men onvoorbereid tot stand brengen moest, werden de bezoldigingen bepaald volgens de bekwaamheid en de bewezen diensten.

Het aldus ingesteld kader is volstrekt tijdelijk. Behalve den Bestuurder van den Dienst, den hoofdboekhouder en een burecloverste, die moesten gescheiden worden van de diensten, waartoe zij behoorden, en die deel uitmaken van het bestendig kader der Staatsambtenaren, werden al de

beambten van den Dienst slechts voorloopig aangenomen. De brief, waarbij zij werden aangenomen, bepaalt dat de Staat het recht heeft, ze af te danken mits opzegging ééne maand vooraf.

II. — Werkzaamheden.

De bevoegdheden van den Belgischen Afrekeningsdienst zijn bepaald door artikel 296 van het Verdrag van Versailles, dat door de Belgische wet van 15 September 1919 werd goedgekeurd.

Zijne vervuldige bevoegdheden, evenzeer als de gewichtige zending die hem is opgedragen bij de uitvoering van de economische bepalingen niet alleen van het Verdrag van Versailles doch ook van al de Vredesverdragen, aan welker sluiting België heeft deelgenomen, hebben aangetoond hoe noodzakelijk het was, een Raad van Bestuur tot stand te brengen, zooals dit bevestigd werd door het Koninklijk besluit van 5 December 1919, om den Dienst te « beheeren ».

Die Raad bestudeert en lost al de betwistbare zaken op, die hem worden voorgelegd door den Bestuurder van den Dienst; hij houdt toezicht op dezen beheer en stelt aan den Minister de leidende regelen voor tot verdediging en handhaving van de belangen, waarvan sprake is in de artikelen 295 en 297 van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende artikelen van de overige Verdragen.

De Raad van Bestuur is samengesteld uit den Secretaris-generaal van het Ministerie van Economische Zaken, Voorzitter, den Algemeenen Bestuurder van de registratie en van de domeinen, eenen Algemeenen Opziener van het Beheer der Thesaurie, eenen Algemeenen Opziener in de Nationale Bank van België en den Bestuurder van den Dienst der Financiële en Betwistbare Zaken, thans afgeschaft. (Zie Koninklijk besluit van 6 December 1919.)

Deze inrichting is nagenoeg dezelfde als die, welke Frankrijk heeft aangenomen. Het decreet van 30 December 1919 tot oprichting van den Dienst der private goederen en belangen bepaalt, inderdaad, bij artikel 3, dat gezegde Dienst wordt beheerd door eenen Bestuurder onder het gezag van den Minister van Buitenlandsche Zaken en onder het toezicht van een Raad van Bestuur, waarvan de samenstelling zeer overeenstemt met die van den Raad van den Belgischen Dienst.

De Dienst omvat :

- a) Een en dienst der Belgische schuldvorderingen (Duitschland);
- b) Een en dienst der Belgische schulden (Duitschland);
- c) Een en dienst der sequesters (Duitschland);
- d) Een en dienst der Belgische schulden en schuldvorderingen op Bulgarije, Oostenrijk, Hongarije en Turkije;
- e) Een en algemeenen comptabiliteits- en kasdienst.

Hij is te Berlijn, bij den Duitschen Centralen Dienst van Compensatie, vertegenwoordigd door een afgevaardigde, overeenkomstig het voorschrift van § 12 der bijlage van artikel 296 van het Verdrag van Versailles.

III. Verkregen uitslagen.

1^o De Dienst had, sedert zijne instelling tot op 31 December 1924, te onderzoeken 21,731 dossiers van Belgische schuldvorderingen ten bedrage van 450,293,400 frank ;

2^o 58,502 dossiers van Belgische schulden ten bedrage van 121,462,656 frank.

Gedurende dezelfde tijdruimte heeft de Dienst aan de Belgische schuldeischers 4.453 erkende schuldvorderingen ten bedrage van 74,595,902 frank vereffend en uitbetaald; tevens vorderde hij een geheel bedrag van 2 miljoen 018,737 frank in van de Belgische schuldenaars. Bovendien trad hij in onderhandeling met den Duitschen dienst tot regeling van omtrent 15,000 Belgische schuldvorderingen, betwist door de Duitse schuldenaars of door den Duitschen Dienst. Die onderhandelingen worden voortgezet en elke maand wordt een zeker getal betwiste zaken geregeld.

IV. Getalsterkte van het personeel.

Tot den Franschen Afrekeningsdienst, die bijna tweemaal zooveel zaken te behandelen heeft als de Belgische Dienst, behooren omtrent 700 beambten te Parijs en een dertigtal te Berlijn, terwijl de Belgische Dienst zijne taak volbrengt met 115 beambten te Brussel en 5 beambten te Berlijn.

V. Duur van den Dienst.

Gedurende omtrent twee jaren zal de Dienst nog zeer veel werk te verrichten hebben. Daarna zullen er drie andere jaren noodig zijn tot het regelen van de geheele reeks zaken, waarover nog geschil bestaat en die aan de gemengde Scheidsrechtbank zijn onderworpen, alsmede tot de vereffening van den Dienst in zijne betrekkingen met Duitschland.

VI. Uitgaven voor materieel.

Het crediet van 234,000 frank, voorzien bij artikel 25 van het ontwerp van begrooting, is bestemd om de uitgaven te bestrijden wegens :

1^o De gewone kantoorbehoeften, het drukwerk, de omzendbrieven en andere artikelen ;

2^o Den aankoop van drie schrijfmachines ;

3^o Den huurprijs en het onderhoud van het gebouw betrokken door den Dienst ;

4^o De kosten voor brandstoffen en licht ;

5^o Den aankoop van meubelen, de telefooninrichtingen, de publiciteit ;

6^o De kantoorkosten van den afgevaardigde te Berlijn ;

7^o Enkele onvoorziene kosten.

VII. Vergoedingen wegens verblijf in het buitenland.

De afgevaardigden van de andere geallieerde Diensten te Berlijn ontvangen veel hoogere jaarwedden en representatiekosten.

VIII. Algemeene aanmerking betreffende de kosten van den Dienst.

Werden er credieten op de begrooting van het Ministerie van Economische Zaken uitgetrokken om de uitgaven van den Dienst te kunnen aanrekenen, dan geschiedt dit alleen omdat men den algemeenen regel in zake begrootingen, door artikel 115 der Grondwet bevestigd, wenscht na te leven ; krachtens dezen regel moeten al de ontvangsten en uitgaven in de begrooting en in de rekeningen vermeld worden. Daar de tegenwaarde dier credieten voorkomt in de begrooting van 's Lands Middelen, geldt het hier eigenlijk eene rekening voor order.

Al de kosten veroorzaakt door het optreden van den Dienst worden inderdaad gedekt overeenkomstig de bepalingen van § 9 der bijlage van Afdeling III, Deel X, van het Verdrag van Versailles, op grond waarvan het Koninklijk besluit van 30 November 1920 genomen werd. Krachtens dit besluit houdt de Dienst van zijne cliënten af, *bij de betaling van hunne schuldvorderingen, een commissieloon (recht van invordering) van 6 t. h., dat juist bestemd is om de kosten en financiële risico's van den Dienst te dekken.*

De kosten van den Dienst sedert zijne instelling (3 December 1919), gevoegd bij de geraamde uitgaven voor het dienstjaar 1922, bedragen te zamen omtrent 2 1/2 miljoen frank, terwijl de commissieloonen (recht van invordering), door den Dienst ontvangen en bestemd om die kosten te dekken, reeds op einde Februari 1922 meer dan vijf miljoen frank bedroegen.

Overigens, de kosten zullen kunnen merkelyk verminderd worden vanaf het einde van aanstaande jaar.

Het geheel bedrag der rechten van invordering, welke de Dienst zal te ontvangen hebben op al zijne verrichtingen, zal zeer waarschijnlijk 18 miljoen frank bereiken, terwijl men hoopt dat al de kosten en risico's te zamen, die de Dienst gedurende zijn geheel bestaan zal moeten dragen beneden dit cijfer zullen blijven.

De Verslaggever,

O. VERMEERSCH.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.
